



## Conseil économique et social

Distr. générale  
11 novembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes  
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale  
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration de l'African Heritage Foundation Nigeria, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## Déclaration

### **Condition et autonomisation de la femme : défis actuels touchant l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing au Nigéria**

L'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme demeurent les thèmes principaux des traités, des pactes et des déclarations parce qu'elles sont maintenant reconnues comme des catalyseurs de stratégies de développement axées sur l'être humain, qui mettent l'accent sur la réduction de la pauvreté, des conditions de vie améliorées et une bonne gouvernance qui donne aux hommes et aux femmes des voix égales dans la prise des décisions et la mise en œuvre des politiques.

Le Nigéria est une société très patriarcale dans laquelle les hommes dominent toutes les sphères de la vie des femmes. Les femmes occupent une position subordonnée (en particulier aux niveaux de la collectivité et du ménage).

Comme dans d'autres sociétés dominées par les hommes, les relations sociales et les activités des Nigériennes et des Nigériens sont régies par des systèmes patriarcaux de socialisation et des pratiques culturelles qui favorisent les intérêts des hommes par rapport à ceux des femmes.

En conséquence, les emplois des femmes sont, dans une forte proportion, limités à des activités qui rapportent peu, qui sont concentrées aux niveaux inférieurs de l'économie souterraine non réglementée et qui ne sont pas représentées de façon adéquate dans le système de comptabilité national.

La Déclaration et le Programme d'action de Beijing ont relevé et adopté 12 sujets de préoccupation critiques concernant la promotion de la femme. La pauvreté est un de ces sujets de préoccupation critiques. Les autres incluent l'éducation, la santé, la violence à l'égard des femmes, les conflits armés et les réfugiés, l'économie, le partage du pouvoir et la prise des décisions, les mécanismes insuffisants permettant de soutenir la promotion de la femme, les droits des femmes, les femmes et les médias, les femmes et l'environnement et la question des fillettes.

On a, au Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague en 1995, affirmé que l'égalité des sexes est une condition préalable de la concrétisation d'un emploi productif et durable, de l'intégration sociale et de l'élimination de la pauvreté. L'autonomisation de la femme est la première étape de l'atténuation et de l'élimination de la pauvreté. C'est vrai parce que la situation défavorisée des femmes est attribuée à la pauvreté, au chômage et à une faible intégration sociale. Lorsque des gens vivent dans des conditions inacceptables de pauvreté caractérisées par la privation de logement et le chômage, en particulier dans les zones rurales dont la population a un faible revenu, les femmes portent une part disproportionnée du fardeau de la pauvreté extrême.

De nos jours, les femmes s'efforcent de préparer les fillettes à être des femmes et elles font la promotion d'une bonne gouvernance et d'une démocratie fondées sur l'équité, la transparence et la reddition de compte. Au Nigéria, par exemple, Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre des finances du Nigéria, Dieziani Alison Madueke, Ministre des ressources pétrolières, et Hajia Zainab, Ministre des affaires féminines et du développement social, communiquent dans des situations différentes avec les partis politiques et le Gouvernement et ils les aident à donner suite aux engagements

et aux résolutions adoptés concernant une participation égale des femmes à la vie politique et la promotion de la bonne gouvernance.

Les plus grands défauts qui nuisent aux femmes en politique, comme les dépenses excessives et le recours à la violence que les hommes ont fait entrer en politique, ont une incidence sur une participation efficace des femmes à titre de partenaires dans un ordre politique et social juste. Il semble aussi difficile pour les femmes de serrer les rangs et de coopérer avec les hommes à cause de la peur, des jalousies mesquines, des querelles, des ragots et du manque d'organisation en raison desquels les femmes se perdent elles-mêmes.

De même, les partis sont formés par des hommes dont les intentions à l'égard des femmes sont connues seulement après que les élections ont eu lieu.

Les défis incluent certains des handicaps traditionnels, sociaux et économiques auxquels les femmes ont été trop exposées et qui les ont systématiquement empêchées de jouer un rôle dans les sphères économique, sociale, culturelle et politique, aussi bien de façon consciente que de façon inconsciente.

Le manque de cohérence du Gouvernement, des employeurs et des organisations non gouvernementales compétentes dans l'élaboration de programmes et de procédures ayant pour but d'éliminer le harcèlement sexuel et les autres formes de violence dans tous les établissements d'enseignement pose des défis en matière de violence à l'égard des femmes.

La société, le Gouvernement et les femmes elles-mêmes sont apathiques pour ce qui est de garantir l'intégration des femmes, à titre de partenaires entières et égales aux hommes, dans tous les efforts de développement. Les préoccupations des femmes continuent de passer presque partout au second rang des priorités et les femmes continuent de faire face à de la discrimination et à une marginalisation.

Étant donné le fardeau persistant et croissant que la pauvreté constitue pour les femmes, les Nigériens manquent de façon uniforme d'égards pour leur épouse, car ils ne jugent pas le travail et les tâches ménagères de la femme particulièrement pénibles. Pourtant, grâce à l'évolution moderne de la scolarité obligatoire, de l'urbanisation et du capitalisme, qui changent la société nigérienne, on trouve maintenant des femmes dans les principales fonctions, de sorte qu'elles contestent de nombreux aspects du patriarcat pour garantir que l'arène politique s'agrandit suffisamment pour les accueillir.

Là où le mode alternatif de règlement des différends existe, au sein de la famille ou dans des commissions d'enquête, les femmes n'aiment pas y participer avec des hommes, car elles n'ont alors pas l'occasion d'exprimer leur point de vue aussi librement ou aussi souvent qu'elles le désirent. Les femmes qui ont été soumises par des hommes à une violence psychologique ou à de la cruauté mentale, ce qui est courant dans la plupart des communautés, sont incapables de prendre des mesures positives afin de garantir la paix nécessaire pour la promotion de la femme ou de reconnaître leur rôle de chef de file dans le mouvement pour la paix.

La concrétisation des droits économiques des femmes constitue un autre défi pour l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, en particulier lorsque les activités économiques des femmes prennent place au foyer. Il existe un manque apparent d'accès au crédit, ce qui mène souvent à l'absence de possibilités économiques pour les femmes. Cette situation existe en dépit du fait

qu'elles sont en général actives dans des activités génératrices de revenus dans lesquelles chacune conserve ses revenus et les consacre à ce qu'elle considère comme ses besoins particuliers, par exemple le réseautage social.

Les femmes ne sont pas favorisées dans les transactions foncières avec les hommes et les problèmes qu'elles ont concernant les questions foncières sont encore négligés, alors qu'on met délibérément des obstacles sur leur chemin pour les décourager d'aspirer directement à la propriété foncière.

En ce qui concerne l'accès aux services de santé, les femmes n'ont toujours pas la liberté de prendre elles-mêmes des décisions relatives à leur santé, en particulier pour ce qui est des opérations réalisées dans les hôpitaux, car elles ne peuvent pas subir d'opération sans le consentement de leur mari.

La violence extrême, les conflits, le terrorisme et les enlèvements entravent l'atteinte des objectifs de développement que les femmes poursuivent, d'où l'expansion d'une pauvreté indescriptible et le fait que les hommes obtiennent, par rapport aux femmes, un avantage pour ce qui est de contribuer au bien-être de la famille et à l'essor de la société.

On pourrait dire que les relations de pouvoir empêchent les femmes de participer de manière égale à la vie politique, ce qui a essentiellement une incidence sur le processus général de la promotion de la femme.

Des barrières socioculturelles bien enracinées relatives au rôle des hommes et des femmes persistent au Nigéria, ce qui contribue à la lenteur de la mise en place d'un cadre juridique de protection des femmes. En voici des exemples :

- L'engagement et le rôle minimes du personnel et des fonctionnaires locaux dans la lutte contre la traite des femmes;
- Les lacunes touchant la formation des policiers pour ce qui est de la protection des femmes qui sont des victimes;
- La lenteur du processus judiciaire, qui empêche un accès rapide des femmes victimes de violence à la justice;
- L'exploitation sexuelle, en particulier des filles, a pris une nouvelle dimension en raison de l'augmentation de la prostitution des enfants dans les zones urbaines. Elle constitue une grave violation de leurs droits fondamentaux;
- Les projets de prévention visant à éliminer l'exploitation sexuelle n'ont pas été accélérés au maximum dans tous les États, en particulier ceux où la traite des enfants sévit;
- La traite des enfants mine toujours la survie et le droit au développement des enfants;
- L'absence de programmes ou de projets, dans les médias, propres à accroître la concrétisation des droits des enfants et des femmes;
- Le fait qu'on n'insiste pas sur la sensibilisation pour attirer l'attention de la population sur les souffrances des femmes défavorisées;
- Le manque de cohérence dans l'offre de subventions aux femmes des groupes à faible revenu pour leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités économiques.

En conclusion, nous désirons affirmer que l'autonomisation et l'autonomie des femmes et l'amélioration de leur situation sociale, économique et pratique sont essentielles pour que se concrétisent une administration gouvernementale transparente et responsable et un développement durable dans tous les aspects de la vie. Il est toutefois malheureux d'observer que la politique nigériane sous-estime le rôle des femmes, leurs préoccupations et leurs perspectives. C'est pourquoi le genre reste une des sources fondamentales de division et de définition de la politique nigériane.

---